

نءء الءوزء

Minister's activity



samedi 04 avril 2026 18:02

Sidi Bel-Abbes

Le ministre de l'Agriculture préside la cérémonie de signature d'un accord de partenariat pour l'acquisition de matériel agricole local

SIDI BEL-ABBES - Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, samedi à Sidi Bel-Abbes, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte " SAMPO " et " Agrodrive ", filiale du groupe public des industries agroalimentaires " Agrodiv ", en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que cet accord permettra à " Agrodrive " d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise " SAMPO ". Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe " Agrodiv ".

Le ministre a également souligné que cette nouvelle filiale, baptisée " Agrodrive ", a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours.

Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole.

Dans ce cadre, il a indiqué que 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement.

Il a estimé que la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera " sans aucun doute réussie ", au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, lors de cette visite, le ministre a inspecté le Centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée " d'acquis important " pour la wilaya.

Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche, visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies.

Le ministre a également visité l'Entreprise nationale de production de matériel de récolte " SAMPO ", spécialisée dans la fabrication de moissonneuses équipées des technologies les plus récentes, capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure.

Il a salué les efforts importants déployés par cette entreprise publique pour la fabrication et le développement local des machines de récolte, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole.

M. Yacine El Mahdi Oualid a aussi inspecté l'entreprise de production de matériel agricole " Famag-Sonalika " (secteur privé), spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de production de 5.000 unités par an.

Enfin, le ministre a présidé, à l'issue de sa visite à Sidi Bel-Abbes, une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya, au cours de laquelle il a suivi une présentation sur les réalisations accomplies dans les périmètres agricoles de la région.

AGRICULTURE

CAP SUR L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier, à Sidi Bel-Abbès, l'importance d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines, pour augmenter la production des cultures agricoles. Le ministre a mis en avant, lors de sa supervision du lancement d'une session de formation destinée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux techniciens et aux cadres de

l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, la nécessité d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines à travers une formation de qualité. «Cela contribuera à améliorer la productivité en passant de 15 quintaux par hectare pour les céréales à 30 quintaux par hectare», a-t-il déclaré. Cette session de formation, organisée à la salle de

conférences de l'Université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbès, concerne 124 professionnels et est encadrée par des spécialistes de l'Entreprise nationale de production de matériels de récolte (SAMPO). Les participants suivront, pendant trois jours, des cours théoriques pour approfondir leurs connaissances sur les techniques et la conduite des engins de récolte, ainsi qu'une formation pratique au sein de cette même entreprise. La visite du ministre, accompagné

du wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, se poursuivra par l'inspection du Centre d'excellence algéro-italien pour l'innovation agricole, relevant de l'Entreprise nationale de production de moissonneuses-batteuses et une entreprise de production de matériels agricoles, a-t-on indiqué. Le ministre présidera également une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya de Sidi Bel-Abbès et suivra un exposé sur le bilan des activités des périmètres agricoles dans la région.



avril 4, 2026

Sidi Bel Abbès: Oualid inspecte le Centre « Enrico Mattei » des technologies agricoles

Par ouamar Benmokhtar



Dans le cadre de sa visite effectuée ce samedi à Sidi Bel Abbès, le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche, Yassine Oualid a inspecté le Centre « Enrico Mattei » des technologies agricoles, ont indiqué les services de la wilaya dans un communiqué.

Accompagné du wali, le ministre a visité à l'occasion, les différentes installations et structures de ce centre et a reçu des explications détaillées sur ses missions et son rôle qui consiste à soutenir l'innovation, la recherche et au développement dans le domaine agricole.

Ce projet qui se concrétisera bientôt dans le cadre du partenariat algéro-italien, est appelé à devenir un pôle d'innovation, de recherche et de formation en agriculture et plateforme d'échange d'expertise et d'expériences, notamment dans les domaines de l'agriculture moderne, des techniques agricoles innovantes, de l'optimisation de l'utilisation des ressources en eau et du développement des filières agricoles stratégiques, a souligné le communiqué.

Lors de sa visite, Oualid a souligné l'importance stratégique de cet établissement qui constituera une véritable valeur ajoutée pour le secteur agricole et un pôle national et régional d'innovation, de formation et de recherche dans le domaine agricole, a rapporté la même source.



4 avril 2026

Partenariat entre Sampo et Agrodrive pour l'acquisition de matériel agricole local

Par: Rédaction AE



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, samedi à Sidi Bel-Abbes, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte « Sampo » et « Agrodrive », filiale du groupe public des industries agroalimentaires « Agrodiv », en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que cet accord permettra à « Agrodrive » d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise « Sampo ». Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe « Agrodiv ».

Le ministre a également souligné que cette nouvelle filiale, baptisée « Agrodrive », a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole. Dans ce cadre, il a indiqué, selon l'APS, que 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement.

Il a estimé que la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera « sans aucun doute réussie », au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, lors de cette visite, le ministre a inspecté le Centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée « d'acquis important » pour la wilaya. Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche, visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies.

Le ministre a également visité l'Entreprise nationale de production de matériel de récolte « Sampo », spécialisée dans la fabrication de moissonneuses équipées des technologies les plus récentes, capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure. Il a salué les efforts importants déployés par cette entreprise publique pour la fabrication et le développement local des machines de récolte, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole.

M. Yacine Oualid a aussi inspecté l'entreprise de production de matériel agricole « Famag-Sonalika » (secteur privé), spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de production de 5.000 unités par an.

Enfin, le ministre a présidé, à l'issue de sa visite à Sidi Bel-Abbes, une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya, au cours de laquelle il a suivi une présentation sur les réalisations accomplies dans les périmètres agricoles de la région.



avril 4, 2026

Agriculture: contrat pour l'acquisition de 331 moissonneuses-batteuses et 1800 tracteurs

Par ouamar Benmokhtar



Le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Yacine Oualid a supervisé ce samedi à Sidi Bel Abbès, dans le cadre de sa visite dans la wilaya, la cérémonie de signature d'un accord pour l'acquisition de 331 moissonneuses-batteuses et 1800 tracteurs.

Selon un communiqué des services de la même wilaya le contrat a été conclut entre la Société de commercialisation des équipements agricoles (PMAT TRADING) et la société Agrodrive, filiale du groupe Agrodiv. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du président de la République visant à renforcer la mécanisation agricole et à réaliser un saut qualitatif dans le secteur agricole, a souligné la même source.

À cette occasion, le ministre a affirmé que la création de la filiale Agrodrive spécialisée dans la mécanisation agricole et la mise en place d'un conseil national de la mécanisation agricole vise à assurer l'entretien et la fourniture de pièces détachées.

La démarche contribuera de manière efficace, a-t-il encore estimé, à la modernisation du secteur, à l'augmentation des superficies cultivées et à l'amélioration du rendement à l'hectare, ainsi qu'au soutien et à l'encouragement des agriculteurs à créer des coopératives agricoles, en plus du soutien à la production nationale de matériel agricole, a rapporté le communiqué.

LA VOIE D'ALGÉRIE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Le 5 avril 2026

Un accord de partenariat a été signé hier entre « sampo » et « agrodrive » : Du matériel agricole fabriqué localement pour les agriculteurs



L'entreprise de production de matériel de récolte « SAMPO » a signé hier à Sidi Bel Abbès un accord de partenariat avec « Agrodrive », filiale du groupe public des industries agroalimentaires « Agrodiv », en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Cet accord permettra à «Agrodrive» d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise «SAMPO», a indiqué le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, en marge de la cérémonie de signature qu'il a présidée, à l'occasion de sa visite de travail dans cette wilaya, rappelant que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe « Agrodiv ».

Le ministre a également souligné que cette nouvelle filiale, baptisée « Agrodrive », a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole.

Dans ce cadre, il a indiqué que 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement, avec l'acquisition de 331 moissonneuses-batteuses et 1800 tracteurs, dans le cadre de cet accord.

Le ministre a affirmé que «la création de la filiale Agrodrive spécialisée dans la mécanisation et la mise en place d'un Conseil national de mécanisation agricole vise à assurer l'entretien et la fourniture des pièces détachées ».

Il a en outre estimé, selon la même source, que « cette démarche contribuera efficacement à la modernisation du secteur, à l'augmentation des superficies cultivées et à l'amélioration du rendement à l'hectare ainsi qu'au soutien et à l'encouragement des agriculteurs à créer des coopératives agricoles, en plus du soutien à la production nationale de matériel agricole ».

Pour rappel, la « SAMPO » fabrique des moissonneuses capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure. Lors de sa visite à Sidi Bel Abbès, le ministre s'est rendu dans l'entreprise de production de matériel agricole « Famag-Sonalika » (secteur privé), spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de production de 5.000 unités par an.

Enfin, le ministre a présidé, à l'issue de sa visite à Sidi Bel-Abbès, une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya, au cours de laquelle il a suivi une présentation sur les réalisations accomplies dans les périmètres agricoles de la région.

Lors de cette rencontre, le ministre a insisté sur la nécessité de recourir à la mécanisation du secteur de l'agriculture tout en investissant sur l'élément humain en vue d'atteindre une hausse dans la production céréalière.

Intervenant en marge de la cérémonie de lancement de la session de formation au profit des conducteurs de moissonneuses-batteuses ainsi que la formation de techniciens et cadres affiliés à l'entreprise de développement de l'agriculture stratégique, le ministre a insisté sur la nécessité d'investissement dans la mécanisation et l'augmentation des potentialités humaines à travers une formation de qualité au profit des conducteurs de moissonneuses-batteuses qui, selon le ministre, participera à une hausse du rendement de production en passant de 15 à 30 tonnes de produits céréaliers par hectare.

Concernant la formation lancée depuis hier, au total pas moins de 124 techniciens vont bénéficier de cette formation au niveau de l'université « Djilali Liabès » et qui est confiée à des spécialistes relevant de la société algéro-finlandaise de fabrication de moissonneuses-batteuses de la marque « Sampo », sachant que cette entreprise fabrique 1.000 moissonneuses-batteuses par an, selon les chiffres avancés en 2025.

Une formation de trois jours, au cours de laquelle les 124 stagiaires recevront des cours théoriques et pratiques en vue d'approfondir leurs connaissances en lien avec la maîtrise de la conduite de ces engins et qui se dérouleront au sein de l'entreprise.

Par ailleurs, le ministre s'est rendu sur le site de réalisation du centre algéro-italien « Enrico Mattei » de technologies agricoles dont l'inauguration est prévue pour bientôt.

Le projet de réalisation de ce centre, lancé dans le cadre du partenariat algéro-italien, est destiné à la formation dans le domaine de l'agriculture et une plateforme d'échange d'expertise et d'expériences, notamment dans l'agriculture moderne et des techniques agricoles innovantes, de l'optimisation de l'utilisation des ressources en eau ainsi que du développement des filières agricoles stratégiques, a expliqué le communiqué du ministère.

A ce sujet, le ministre a mis en avant l'importance stratégique que revêt ce projet qui constituera, selon la même source, « une véritable valeur ajoutée pour le secteur agricole et un pôle national et régional d'innovation, de formation et de recherche dans le domaine agricole ».

Boubekeur Amrani

FORMATION DANS LA MÉCANISATION AGRICOLE

Consolider les rendements par une main-d'œuvre qualifiée

Le ministre de l'Agriculture du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a souligné, hier à Sidi Bel-Abbès, l'importance de l'investissement dans la mécanisation et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans l'utilisation et l'entretien du matériel agricole, à même d'augmenter les rendements.

A l'occasion du lancement d'une session de formation au profit des conducteurs des moissonneuses-batteuses, des techniciens ainsi que des cadres de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'intégrer l'innovation et l'entrepreneuriat dans ces programmes, afin de permettre aux jeunes de créer des entreprises dans ce domaine.

Abritée par l'université Djillali-Liabès, la session de formation dédiée aux «bonnes pratiques en termes de conduite et d'entretien des moissonneuses-batteuses», sera assurée par les spécialistes de l'Entreprise nationale de fabrication des moissonneuses-batteuses CMA-Sampo et concerne 124 professionnels. Elle s'adressera aux conducteurs de moissonneuses relevant des Coopératives de céréales et de légumineuses (CCLS), aux opérateurs privés,



ainsi qu'aux diplômés des instituts de formation professionnelle, afin de leur permettre de se familiariser avec les détails techniques du matériel, notamment son utilisation et son entretien sur le terrain, a précisé le ministre. Ces derniers vont bénéficier, trois jours durant, d'une formation théorique, visant à consolider leurs compétences en la matière, outre un aspect pratique dispensé au sein de la même

entreprise. Dans cette perspective, le ministre de l'Agriculture, accompagné du wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, se sont rendus au Centre d'excellence algéro-italien de formation, de recherche et l'innovation en agriculture Enrico-Mattei et à l'entreprise CMA-Sampo.

Cette session de formation fait suite, rappelons-le, à la réunion de coordination tenue, mercredi dernier, par le ministre de l'Agriculture, accompagné de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, sur la formation dans le domaine de la mécanisation agricole. Cette rencontre a permis de mettre en place un plan d'action commun pour la formation des formateurs, ainsi que de la main-d'œuvre spécialisée dans la conduite et l'entretien du matériel agricole spécialisé, fait-on savoir. Selon le ministre, la rencontre a constitué une occasion pour évaluer la situation de la mécanisation agricole en Algérie, notamment celle relative aux cultures stratégiques telles que les céréales, où l'on constate un manque de main-d'œuvre qualifiée dans la conduite et l'entretien du matériel agricole, en particulier les moissonneuses-batteuses. L'objectif étant de

remédier au problème de pertes de récoltes lors de la moisson. «Les deux parties ont convenu de l'élaboration et de la mise en place de programmes de formation répondant aux besoins exprimés par le secteur agricole, avec le lancement d'une session de formation au profit des conducteurs de moissonneuses-batteuses en prévision du démarrage de la campagne de moisson et de battage de la saison 2025-2026, prévue à la mi-avril dans les wilayas du Sud», a expliqué le ministère de l'Agriculture dans un communiqué.

Dans ce sillage, la tutelle envisage de faire appel à des techniciens expérimentés dans la conduite et l'entretien des moissonneuses-batteuses en vue de participer aux sessions de formation des formateurs et des conducteurs afin de partager leur expertise.

Des instructions ont été données, au terme de cette réunion, afin d'entamer l'élaboration d'un programme de formation des formateurs et des stagiaires en mécanisation agricole, en intégrant la technologie, l'innovation et l'entrepreneuriat dans ces programmes, et ce pour permettre aux jeunes de créer des entreprises dans ce domaine.

■ A. Mehdid

SAMPO-AGRODRIVE

Signature d'un accord de partenariat

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, hier à Sidi Bel-Abbès, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte Sampo et Agrodrive, filiale du groupe public.

Dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, le ministre a indiqué que cet accord permettra à Agrodrive «d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise Sampo». Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe Agrodrive. Le ministre a également souligné

que cette nouvelle filiale, baptisée Agrodrive, a été récemment instituée pour superviser la campagne moisson-battage de l'année en cours.

Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs autres au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole. Dans ce cadre, il a indiqué que 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement.

Il a estimé que la campagne moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera «sans aucun doute une réussite», au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribués aux agriculteurs,

en plus d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales.

Par ailleurs, le ministre a inspecté le centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée «d'acquis important». Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche, visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies au ministre.

■ R. N.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

La mécanisation et le capital humain au cœur de la stratégie

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, hier à Sidi Bel Abbès, l'importance d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines pour augmenter la production des cultures agricoles.

Par Zahir R.

Ces deux éléments sont considérés comme essentiels pour la modernisation de l'agriculture nationale et surtout pour l'amélioration et l'augmentation des rendements. Un aspect auquel l'État accorde une grande importance dans sa nouvelle stratégie pour le renforcement de la sécurité alimentaire du pays. Le ministre, qui s'exprimait hier à la presse en marge du lancement d'une session de formation destinée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux techniciens et aux cadres de l'Établissement de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), a souligné la nécessité d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines et de développer les compétences humaines à travers une formation de qualité. « Cela contribuera à améliorer la productivité en passant de 15 quintaux par hectare pour

les céréales à 30 quintaux par hectare », a-t-il déclaré.

Le ministre a précisé que cette session, la première du genre, revêt un caractère urgent, puisqu'elle se tient juste avant le lancement de la campagne de récolte et de battage pour la saison 2025-2026, prévue à la mi-avril dans les wilayas du Sud. Des sessions similaires seront organisées dans différentes régions du pays pour former tous les responsables de la mécanisation, tant dans les établissements publics que privés.

Dans ce contexte, il a insisté sur l'importance de former une main-d'œuvre spécialisée à la conduite et à l'entretien des moissonneuses, soulignant le rôle de cette formation dans le renforcement de la sécurité alimentaire, à travers l'augmentation de la production et la réduction des pertes de récoltes.

De nouveaux matériels agricoles en renfort

Par ailleurs, le ministre a supervisé la signature d'un accord pour l'acquisition de 331 moissonneuses et 1 800 tracteurs. L'accord a été signé, indique le ministère dans un communiqué, entre la société de commercialisation d'équipements agricoles (PMAT TRADING) et la société (AGRO DRIVE), filiale du groupe AGRODIV, pour l'acquisition de 331 moissonneuses et 1 800 tracteurs, afin de renforcer le parc national de matériel destiné aux opérations de labour, de semis et de moisson-battage. En effet, cet accord s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des décisions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la mécanisation agricole et à créer un saut qualitatif dans le secteur agricole.

À cette occasion, le ministre Yacine Oualid a souligné que la création de la filiale

AgroDrive, spécialisée dans la mécanisation agricole, ainsi que la création d'un Conseil national de la mécanisation agricole pour assurer l'entretien et la fourniture de pièces de rechange, contribuera de manière efficace à la modernisation du secteur, à l'extension des superficies cultivées, à l'augmentation du rendement par hectare, au soutien des agriculteurs et à l'encouragement de la création de coopératives agricoles, tout en renforçant la production nationale de matériel agricole. Au cours de cette visite, le ministre a également inspecté les capacités des entreprises nationales de production de matériel agricole au pôle industriel de Sidi Bel Abbès. Il a visité le Centre d'excellence algéro-italien pour l'innovation agricole "Enrico Mattei" et a pris connaissance de l'avancement de ce projet à dimension africaine.

POUR UNE AGRICULTURE MODERNE ET RENTABLE

L'impératif d'investir dans la mécanisation et de développer les compétences humaines

La modernisation de l'agriculture passe, plus que jamais, par deux leviers complémentaires : la mécanisation et la formation humaine. En effet, l'augmentation durable de la production agricole ne dépend pas uniquement des semences ou des conditions climatiques, mais aussi de la capacité des exploitations à travailler avec des outils performants et à mobiliser des compétences techniques solides. À Sidi Bel-Abbes, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a insisté sur l'impératif d'investir dans la mécanisation et de développer les ressources humaines, afin d'améliorer la productivité des cultures et, par conséquent, la rentabilité des exploitants.

Selon les orientations du ministre, le lancement d'une session de formation destinée aux conducteurs de moissonneuses-batteuses, ainsi qu'aux techniciens et cadres de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), illustre l'approche adoptée : former les acteurs qui interviennent

directement sur le terrain, pour garantir une utilisation optimale des équipements. La mécanisation, lorsqu'elle est correctement conduite, permet de réduire les pertes post-récolte, d'accélérer les opérations culturales (labour, semis, traitement, moisson), et d'assurer une meilleure régularité du travail dans les champs. Elle devient ainsi un facteur clé de productivité, car elle limite les erreurs liées au manque de maîtrise et améliore l'organisation globale de la campagne agricole.

LA FORMATION HUMAINE EST DÉTERMINANTE POUR TRANSFORMER LES MACHINES EN VÉRITABLES OUTILS DE PERFORMANCE

Toutefois, la mécanisation seule ne suffit pas. La formation humaine est déterminante pour transformer les machines en véritables outils de performance. Les conducteurs doivent être capables de régler les machines selon la culture, l'humidité des grains, le type de sol et les contraintes de la parcelle. De leur côté, les techniciens et

cadres doivent maîtriser les aspects techniques, la maintenance, la gestion des opérations et le suivi de la qualité. Cette montée en compétences contribue à stabiliser les rendements, à préserver les équipements et à réduire les arrêts imprévus qui peuvent coûter cher aux exploitations.

L'impact attendu est particulièrement clair : le ministre a indiqué que cet effort devrait permettre d'améliorer la productivité des céréales, en passant de 15 quintaux par hectare à 30 quintaux par hectare. Cette progression représente non seulement une hausse de la production, mais aussi une amélioration des revenus, car davantage de rendement signifie davantage de volume commercialisable et une meilleure capacité à couvrir les coûts (intrants, main-d'œuvre, entretien du matériel). À terme, une agriculture modernisée, appuyée par des compétences renforcées, peut aussi mieux répondre aux besoins en sécurité alimentaire et renforcer la résilience du secteur face aux fluctuations économiques.

Ainsi, mécanisation et formation constituent un duo stratégique :



la première augmente la performance physique des travaux, tandis que la seconde garantit l'efficacité, la durabilité et la qualité de l'exécution. Ensemble, ils ouvrent la voie à une agriculture plus moderne, plus productive et plus rentable.

UNE SESSION DE FORMATION, ORGANISÉE À L'UNIVERSITÉ DJILALI-LIABÈS DE SIDI BEL-ABBES POUR 124 PROFESSIONNELS

Cette session de formation, organisée à la salle de conférences de l'Université Djilali-Liabès de Sidi Bel-Abbes, concerne 124 professionnels et est encadrée par des spécialistes de l'Entreprise nationale de production de matériels de récolte (SAMPO). Les participants sui-

ront, pendant trois jours, des cours théoriques pour approfondir leurs connaissances sur les techniques et la conduite des engins de récolte, ainsi qu'une formation pratique au sein de cette même entreprise.

La visite du ministre, accompagné du wali de Sidi Bel-Abbes, Kamel Hadji, se poursuivra par l'inspection du Centre d'excellence algéro-italien pour l'innovation agricole, relevant de l'Entreprise nationale de production de moissonneuses-batteuses et une entreprise de production de matériels agricoles, a-t-on indiqué.

Le ministre présidera également une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya de Sidi Bel-Abbes et suivra un exposé sur le bilan des activités des périmètres agricoles dans la région.

Hamza B.

مجالات التعاون الثنائي

Area of bilateral cooperation



avril 4, 2026

Les produits agricoles et agroalimentaires algériens en campagne au Royaume-Uni

Par [Admin](#) Brahim Aziez



L'offensive algérienne pour la mise en valeur et l'exportation des produits agricoles et agroalimentaires à l'international se poursuit avec, cette fois-ci, une réception organisée par la représentation diplomatique algérienne en terre britannique qui a, récemment, organisé un événement au niveau de l'ambassade du Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril) auquel une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés ont pris part. L'occasion a, ainsi, été saisie par le corps diplomatique pour créer des liens entre les opérateurs algériens participant à l'IFE et leurs homologues britanniques qui étaient en nombre (150), outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, Chris Durkin, et Alan Rides, le secrétaire général par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisatrice du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires, ainsi que de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce étaient présents à cette réception placée sous le slogan Algeria Food Business. C'est dire l'importance de la rencontre qui se voulait comme une campagne des produits agricoles et agroalimentaires algériens en terre britannique, et l'intérêt croissant des Britanniques pour les produits algériens et les opportunités économiques offertes par l'Algérie. Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs et de nouer des relations d'affaires durables. Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels.

A cet effet, la représentante commerciale du gouvernement britannique, Mme Yasmin Qureshi, se dira impressionnée par la qualité des produits algériens promettant de «mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et œuvrer inlassablement à abattre toutes les barrières susceptibles d'entraver le développement des relations commerciales bilatérales».

Elle fera, à cette occasion, part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines. Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri, et la Chambre de commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse. Il convient de souligner que plusieurs opérateurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.



04 avril 2026 Farid Houali

Algérie-Royaume uni : Rencontre sur l'agriculture et l'agroalimentaire

Une rencontre entre opérateurs algériens et britanniques a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril). Elle a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés.

Près de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette réception placée sous le slogan «Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques».

Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques.

Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires.

La forte présence britannique à cette réception témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie.

Elle traduit aussi l'engagement commun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines.

L'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nourredine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. Il représente aujourd'hui près de 19 % du PIB hors hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse, a soutenu le diplomate.

Le programme de la réception a comporté également de vidéos sur le vaste programme de modernisation agricole initié par le Gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles.

Ces efforts contribuent à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables.

Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels.

Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a affirmé M. Yazid, ajoutant que la complémentarité des forces respectives ouvre des perspectives considérables pour le développement de projets conjoints créateurs de valeur et d'emplois.

Abondant dans le même sens, la représentante commerciale du gouvernement britannique, M. Qureshi s'est dite, impressionnée par la qualité des produits algériens, avant de promettre de mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et œuvrer inlassablement à abattre toutes les barrières susceptibles d'entraver le développement des rapports commerciaux bilatéraux.

Elle a fait part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines.

Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri et la Chambre de Commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse.

Pour rappel, la vingtaine d'entreprises algériennes publiques et privées qui ont participé au Salon de l'Alimentation de Londres, ont présenté une variété de produits du terroir et de très haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire effectué dans le développement de l'industrie alimentaire nationale, dont plusieurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.

R.E



4 avril 2026 à 12:51

Algérie – Royaume-Uni : l'agroalimentaire au cœur d'un rapprochement économique stratégique à Londres

Par [wissam.a](#)

En marge du Salon international de l'alimentation (IFE 2026), une rencontre économique d'envergure a réuni opérateurs algériens et britanniques à l'initiative de l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni. Objectif affiché : renforcer les passerelles commerciales et promouvoir le potentiel agroalimentaire algérien sur un marché britannique en quête de nouveaux partenaires fiables et compétitifs. Placée sous le slogan « Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques », cette réception a rassemblé près de 150 professionnels du secteur, dont une vingtaine d'opérateurs économiques algériens issus des secteurs public et privé. Une participation qui traduit l'intérêt croissant des entreprises nationales pour l'export et leur volonté de s'imposer sur les marchés internationaux.

La rencontre a été marquée par une présence notable de responsables britanniques, signe d'un intérêt réel pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie. Parmi les personnalités présentes figuraient l'envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Yasmin Qureshi, ainsi que plusieurs acteurs influents du commerce et de l'industrie, dont Chris Durkin, Alan Rides, Rita Massoud et James Murray.

Ainsi, cette mobilisation témoigne d'une volonté partagée de consolider les relations économiques bilatérales et de bâtir un partenariat durable, fondé sur des intérêts mutuels et une complémentarité croissante entre les deux économies.

L'agroalimentaire, levier stratégique de diversification

Prenant la parole à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Nourredine Yazid, a mis en avant le rôle stratégique du secteur agricole et agroalimentaire dans la politique nationale de diversification économique. Représentant près de 19 % du PIB hors hydrocarbures, ce secteur s'impose aujourd'hui comme un pilier incontournable de la croissance.

Le diplomate a également souligné les avancées enregistrées dans le cadre du programme national de modernisation agricole. Parmi celles-ci figurent l'extension des surfaces irriguées, l'amélioration de la gestion des ressources hydriques, le développement des technologies agricoles (AgriTech), la numérisation des chaînes de valeur ainsi que la structuration progressive des filières agro-industrielles.

Algérie – Royaume-Uni : des perspectives concrètes de coopération

Au-delà des discours officiels, cette rencontre a permis de favoriser des échanges directs entre producteurs algériens et partenaires britanniques. L'objectif : explorer de nouvelles opportunités de collaboration et poser les bases de relations d'affaires durables.

Les discussions ont porté sur plusieurs secteurs stratégiques, notamment l'agroalimentaire durable, les technologies agricoles, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels. Dans ce contexte, le Royaume-Uni a été présenté comme un partenaire de choix, reconnu pour son expertise en matière d'innovation et de technologies agricoles avancées.

Se disant impressionnée par la qualité des produits algériens, Yasmin Qureshi a réaffirmé l'engagement du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa stratégie de diversification économique. Elle a également exprimé sa volonté de lever les obstacles entravant le développement des échanges commerciaux, tout en affichant un intérêt particulier pour les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des mines.

Point culminant de cette rencontre : la signature d'un mémorandum d'entente entre la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), représentée par son directeur général Chakib Koudri, et la Chambre de commerce de Londres, conduite par Alan Rides.

Cet accord ouvre la voie à une coopération structurée entre les deux institutions et devrait faciliter les échanges et les investissements bilatéraux.

Les produits algériens séduisent à l'international

En marge du salon IFE 2026, les entreprises algériennes participantes ont alors présenté une large gamme de produits du terroir, mettant en avant la qualité et la diversité de l'offre nationale. Cette vitrine a permis de valoriser les progrès significatifs réalisés par l'industrie agroalimentaire algérienne ces dernières années.

Plusieurs opérateurs ont d'ailleurs réussi à conclure des contrats à l'exportation, notamment dans les segments des produits frais, des dattes et de l'huile d'olive. Des résultats qui confirment la montée en puissance des produits algériens sur les marchés internationaux et leur capacité à répondre aux standards de qualité exigés à l'export.

À travers cette initiative, l'Algérie confirme sa volonté de renforcer sa présence économique à l'international et de s'inscrire durablement dans une logique de diversification hors hydrocarbures. La rencontre de Londres marque ainsi une étape importante dans le développement des relations économiques entre Alger et Londres.

Dans un contexte mondial marqué par la recomposition des chaînes d'approvisionnement, l'agroalimentaire algérien apparaît plus que jamais comme un secteur stratégique, capable d'attirer des partenaires internationaux et de générer de nouvelles opportunités de croissance.

L'EXPRESSION
Le Quotidien

Page : 70

DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE : ALGÉRIE- GRANDE-BRETAGNE

LE TEMPS DES MOISSONS

LORS DE CETTE RÉCEPTION, l'assistance a pu visionner des vidéos montrant le vaste programme de modernisation agricole initié par le gouvernement algérien.

■ SALIM BENALIA

La diplomatie économique déployée ces dernières années par l'Algérie, finit par payer. Le pays récolte en effet les fruits d'un travail de lobbying diplomatique entamé de longue date, notamment avec des nations européennes partenaires, à l'image de la Grande-Bretagne qui a su, très tôt, dérouler le tapis rouge pour le made in Algérie, et ce après s'être libérée du carcan étouffant de l'Union européenne et des règles commerciales imposées par Bruxelles. Désormais, c'est le temps des moissons pour Alger et Londres qui renouvellent de plus belle leur engagement à hisser plus haut la coopération algéro-britannique. C'est dans cet esprit que s'inscrit la dernière rencontre entre opérateurs algériens et britanniques. Celle-ci a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril), et qui a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés. Près de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette récep-



tion placée sous le slogan « Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques ». Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques. Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce bri-

tannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires. Assurément, la forte présence britannique à cette réception témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie. Elle traduit, encore une fois, l'engagement com-

mun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines. Ce fut alors l'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, Son Excellence Nourreddine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. En fait, ledit secteur, a ajouté l'ambassadeur, représente aujourd'hui près de 19 % du PIB hors

hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse. Lors de cette réception, l'assistance a pu visionner des vidéos montrant le vaste programme de modernisation agricole initié par le gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles. Les partenaires britanniques ont eu alors le privilège de rencontrer directement les producteurs algériens, avec lesquels ils ont identifié les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables. Figuraient au menu de ces rencontres : la production agroalimentaire durable, l'AgriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels. Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a enfin affirmé l'ambassadeur Nourreddine Yazid. S.B.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

RENCONTRE ALGÉRO-BRITANNIQUE

Focus sur l'agriculture et l'agroalimentaire

Une rencontre entre opérateurs algériens et britanniques a été organisée par l'ambassade d'Algérie au Royaume-Uni, en marge du Salon international de l'alimentation de Londres (IFE, 30 mars-1er avril), qui a vu la participation d'une vingtaine d'opérateurs économiques nationaux publics et privés. Près de 150 professionnels du secteur de l'agroalimentaire étaient présents à cette réception placée sous le slogan "Algeria Agrifood Business : Créer des liens avec les partenaires britanniques". Outre la nouvelle envoyée commerciale du Premier ministre britannique pour l'Algérie, Mme Yasmin Qureshi, de nombreux responsables britanniques dans le domaine du commerce ont pris part à cette réception destinée à mettre en contact opérateurs algériens et britanniques. Parmi les invités figurait le président et le directeur exécutif de la Chambre de commerce britannique, respectivement MM. Chris Durkin et Alan Rides, la secrétaire générale par intérim de la Chambre arabo-britannique, Rita Massoud, l'organisateur du Salon IFE, James Murray, ainsi que plusieurs représentants du ministère britannique du Commerce et des Affaires. La forte présence britannique à cette récep-

tion témoigne de l'intérêt croissant pour les opportunités économiques offertes par l'Algérie. Elle traduit aussi l'engagement commun en faveur du renforcement des liens économiques et d'un partenariat fructueux dans tous les domaines. L'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, de souligner la place centrale qu'occupe le secteur agricole et agroalimentaire dans la stratégie ambitieuse de diversification et de modernisation de l'économie algérienne. Il représente aujourd'hui près de 19 % du PIB hors hydrocarbures, reflétant une contribution significative à la création de richesse, a soutenu le diplomate. Le programme de la réception a comporté également de vidéos sur le vaste programme de modernisation agricole initié par le Gouvernement algérien, avec l'extension des terres irriguées, l'optimisation de la gestion des ressources en eau, le développement de l'agriTech, la numérisation progressive des chaînes de valeur et la structuration des filières agro-industrielles. Ces efforts contribuent à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés régionaux et internationaux.

Aussi, l'événement a offert aux partenaires britanniques une occasion privilégiée de rencontrer directement les producteurs algériens, d'identifier les domaines de collaboration et de coopération porteurs, et de bâtir des relations d'affaires durables. Il a également constitué un cadre propice à l'exploration de synergies dans des domaines stratégiques tels que la production agroalimentaire durable, l'agriTech, la transition énergétique, la logistique intelligente et la transformation industrielle des produits naturels. Le Royaume-Uni demeure pour l'Algérie un partenaire de confiance et un centre d'excellence reconnu en matière de recherche, d'innovation et de technologies agricoles avancées, a affirmé M. Yazid, ajoutant que la complémentarité des forces respectives ouvre des perspectives considérables pour le développement de projets conjoints créateurs de valeur et d'emplois. Abondant dans le même sens, la représentante commerciale du gouvernement britannique, M. Qureshi s'est dite, impressionnée par la qualité des produits algériens, avant de promettre de mettre tout le cœur dans sa nouvelle mission et ceuvrer inlassablement à abattre toutes les

barrières susceptibles d'entraver le développement des rapports commerciaux bilatéraux. Elle a fait part de la disponibilité entière du gouvernement britannique à accompagner l'Algérie dans sa politique de diversification de l'économie, marquant un intérêt particulier pour certains secteurs comme l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le domaine des mines. Au cours de cette réception, la Chambre algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI), représentée par son directeur général, Chakib Kouidri et la Chambre de Commerce de Londres, conduite par son directeur exécutif, Alan Rides, ont signé un mémorandum d'entente qui jette les fondations d'une coopération fructueuse. Pour rappel, la vingtaine d'entreprises algériennes publiques et privées qui ont participé au Salon de l'Alimentation de Londres, ont présenté une variété de produits du terroir et de très haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire effectué dans le développement de l'industrie alimentaire nationale, dont plusieurs ont réussi à décrocher des contrats pour l'exportation de produits frais, des dattes et de l'huile d'olive.

R E/APS

الأخبء لاء الءهوىء

Regional news

LA FÊTE DE LA FRAISE EST DE RETOUR À TIPASA

La superficie est à un peu plus de 211 ha pour une production prévue de 66.243,5 q.

Désormais, c'est décidé. La wilaya de Tipasa célébrera dans quelques jours la fête de la fraise.

En attendant de fixer la date, nous sommes pour le moment en train de ficeler le programme et de procéder aux ultimes préparatifs pour que la 12^e édition de la Fête de la fraise soit une totale réussite, promet Farid Dahmani, secrétaire général de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Tipasa. Ainsi, après 4 ans d'interruption, la Fête de la fraise est de retour.

DES INDICATEURS DE CROISSANCE ET UNE AUTONOMIE TECHNIQUE

A propos de la production, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture avance des statistiques qui dénotent la prospérité de la filière à Tipasa.

D'abord la fraise cultivée sous-serre. Les intentions de superficie à planter atteignent les 373 ha pour une production prévisionnelle de l'ordre de 112.297 q. «La superficie totale plantée, selon les derniers chiffres, s'établit à un peu plus de 211 ha pour une production attendue de 66.243,5 q. d'après le même bilan, la surface récoltée est de 66,25 ha pour une production



obtenue de 66,25 q, soit un rendement de l'ordre de 170,04 q/ha», énumère le même vis-à-vis.

S'agissant de la culture de la fraise sous tunnel, les intentions en termes de superficie affichent 402,5 ha pour une production prévisionnelle de 53.238,5 q. «La surface plantée est de 282 ha avec une estimation d'une production de 36.960 q. Actuellement et selon le dernier bilan, la cueillette est de 25.350 q», précise-t-il. L'autre avantage

à Tipasa réside dans le fait qu'on produit localement les stolons, ce qui de facto évite leur importation. «Les variétés les plus réputées à Tipasa sont la fortuna, nabila et melissa. Celles-ci, en plus de favoriser les rendements, sont connues pour leur qualité gustative», précise-il.

TIPASA, UN PÔLE MAJEUR ENTRE CONSOMMATION LOCALE ET EXPORT

«Il faut savoir une chose,

Tipasa est réputée pour la culture de la fraise. Sa production est commercialisée dans les marchés de gros d'Attatba, Eucalyptus et Boufarik ainsi que dans d'autres marchés de l'ouest du pays, lorsque des exploitants destinent une partie de leur production à l'export», assure Farid Dahmani qui estime que la transformation représente un débouché certain pour le développement de la filière, d'autant que cette perspective cadre avec la stratégie nationale.

Bien que les zones potentielles de la culture de la fraise soient localisées dans les communes de Khemisti et Bou Ismail, il n'en demeure pas moins que, selon le même interlocuteur, Hadjout et Ahmeur El Aïn, pour ne citer que ces deux communes, concourent de plus en plus à augmenter la production locale.

SALON NATIONAL DES FROMAGES ET DES PRODUITS LAITIERS

La filière s'offre son premier rendez-vous national

Portée par l'émergence de fromageries artisanales, l'engagement de porteurs de projets innovants et la diversification de l'offre, la filière lait et produits dérivés en Algérie est en pleine effervescence. Pour accompagner cette dynamique et ouvrir de nouvelles perspectives à l'export, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organise, du 11 au 15 avril prochain à Tizi-Ouzou, le premier Salon national des fromages et des produits laitiers.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – La filière lait et produits dérivés connaît, ces dernières années, un véritable essor en Algérie. De nombreuses micro-entreprises spécialisées dans la fabrication de fromages ont émergé aux quatre coins du pays, des fromageries artisanales ont fleuri à travers plusieurs wilayas et des produits laitiers de plus en plus diversifiés sont désormais proposés sur le marché national. Une activité intense qui a contribué à dynamiser le secteur et à enrichir l'offre nationale. Cette dynamique s'est accompagnée également d'une montée en gamme, avec l'introduction de produits laitiers à forte valeur nutritionnelle, à l'image du fromage grec ou du skyr, de plus en plus prisés par les consommateurs soucieux d'adopter une alimentation saine et équilibrée.

Certains porteurs de projets, issus de l'émigration,

ont su mettre à profit le savoir-faire acquis à l'étranger pour développer des fromageries et des fabriques de produits laitiers divers.

Afin de soutenir davantage cette filière en pleine expansion, le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organisera le Salon national des fromages et des produits laitiers, du 11 au 15 avril prochains dans la wilaya de Tizi-Ouzou.

Placée sous le slogan «De la qualité locale vers les horizons de l'exportation», cette manifestation, organisée en coordination avec la wilaya de Tizi-Ouzou, réunira de nombreux producteurs, transformateurs et acteurs de la filière, venus de différentes wilayas. Elle vise à mettre en lumière le potentiel de production nationale et de renforcer la visibilité des produits algériens.

Selon le ministère du Commerce extérieur et de la

Promotion des exportations, ce salon ambitionne de «valoriser la qualité locale des fromages et produits laitiers locaux et ouvrir de nouvelles perspectives à leur exportation vers les marchés internationaux extérieurs, en mettant en avant les capacités productives nationales». Il s'agit aussi d'encourager l'innovation dans le domaine de la transformation du lait et d'accompagner les producteurs pour accéder aux circuits d'exportation, afin de renforcer la compétitivité des produits algériens.

Outre sa dimension économique, cet événement se veut également un espace d'échange et de communication entre opérateurs économiques, professionnels et experts du secteur laitier. Il offrira ainsi l'opportunité de «faire connaître les différents produits artisanaux et modernes dont regorge l'Algérie dans ce domaine», souligne le communiqué du ministère.

Le salon sera marqué par l'organisation d'un concours national du meilleur fromage artisanal. Une initiative qui vise à encourager les artisans et les producteurs à améliorer la qualité de leurs produits et à préserver le patrimoine culinaire national, tout en encourageant les initiatives créatrices de valeur ajoutée aux produits locaux.

Ry. N.

الھىمىن اھمات Contributions



Djamel Belaid | 03 avril 2026 17:06

Sahara algérien : stockage et contrebande, deux enjeux de la filière céréales

Avec le développement de la production céréalière dans le sud algérien, les professionnels font face à un problème logistique



Sahara algérien : les enjeux de la filière céréales.

Dans le sud de l'Algérie, les parcelles d'orge sont à l'épiaison et déjà les services agricoles se préoccupent de l'organisation des prochaines moissons.

Une nouveauté, des investisseurs réclament la possibilité de stocker la récolte à leur niveau pour « gagner du temps » et être « plus efficace ».

Cette demande n'est pas nouvelle, elle a déjà été formulée en 2025 par la profession. Dernièrement, c'est Abdelghani Benali, le secrétaire général du conseil interprofessionnel de la filière céréales (CNIFC) qui est revenu à la charge lors d'un entretien avec la presse nationale.

Stockage à la ferme

Interrogé à la suite d'une réunion ministérielle de préparation de la campagne de moissons, il a déclaré : « Nous avons proposé de stocker directement chez les grands agriculteurs pour diminuer la distance entre les moissonneuses-batteuses et les camions, gagner du temps et être plus efficaces ».

Il a expliqué que dans de nombreux pays, les grains sont stockés à la ferme avant d'être transférés vers les centres de stockage. « En Algérie, ce système n'existe pas encore. Il faut commencer à y réfléchir surtout à cause de l'éloignement des zones de production », a-t-il plaidé.

Dans le sud, malgré la création de nouveaux centres de collecte, les distances entre les champs et ces centres sont grandes. Dans de nombreux cas, les camions semi-remorques lourdement chargés de grains doivent emprunter des pistes interminables.

Chaque année, les CCLS préparent une logistique devant permettre à une noria de camions de faire des aller-retours entre les zones de moissons et celles de stockage.

En cas de retards des camions, les engins de récolte doivent s'arrêter ou vider leur trémie sur des bâches disposées à même le sol. Une solution qui implique des « ruptures de charges » coûteuses car il faut ensuite recharger les grains dans les camions lorsqu'ils sont de retour. Une tâche en partie manuelle lorsqu'il s'agit de pousser les grains vers la vis sans fin utilisée.

Or, avec des rendements moyens de 40 quintaux de blé et des « pic de 90 quintaux » à l'hectare selon Abdelghani Benali, les quantités de grains récoltées sont importantes et n'ont rien à voir avec celles récoltées au nord.

L'arrêt momentané des engins de récolte se traduit par un manque à gagner. Quant aux épis mûrs ils sont à la merci des moineaux et d'éventuelles tempêtes. « Tout retard d'approvisionnement ou de moisson impacte directement le rendement », affirme ce professionnel.

La stratégie de l'Office algérien des céréales (OAIC) est de faire rentrer au plus vite les récoltes dans ses silos régionaux ce qui permet d'évaluer le niveau de la production locale et donc de prévoir le niveau des importations nécessaires. Aussi, le fait que des lots de grains puissent être entreposés quelques jours ou quelques semaines hors des structures des CCLS serait nouveau. Une question délicate d'autant que des risques de détournements sont possibles.

Quintaux « harragas »

En 2013, une remarquable étude disponible en ligne réalisée dans le Touat (Adrar) par deux universitaires (1) dressait un constat troublant. En 2003, la collecte de la CCLS d'Adrar s'est établie à près de 67.000 quintaux, une quantité équivalente au rendement d'une cinquantaine de pivots. Or, les images satellitaires utilisées par l'étude permettaient de recenser à la même date 80 pivots. La quantité collectée par la CCLS locale « ne correspond qu'aux deux tiers du nombre de pivots recensés » faisait remarquer l'étude qui conclut qu'une part non négligeable de la production « échappe à la statistique et se trouve commercialisée directement sur le marché local et national, voire international (Mali) ».

Les auteurs faisaient remarquer que « des agriculteurs interviewés en mars 2008 commercialisent une part de leurs productions de blé et de fourrages vers le Mali de façon directe ou par des mandataires du commerce transsaharien. »

Aux quintaux de blé « harragas » (qui passent les frontières), il faut ajouter ceux qui sont frauduleusement utilisés pour engraisser les moutons. Un phénomène largement documenté par des études universitaires dont celle parue en 2016 par les époux Kanoun en zone steppique. Pour le représentant du CNIFC, la question du stockage provisoire est donc posée. Plus généralement, il préconise la concertation : « Si l'agriculteur n'est pas impliqué, nous risquons de revenir en arrière et rencontrer des problèmes encore plus graves ».

En effet, le stockage provisoire à la ferme présente d'autres avantages que la fluidité de la logistique. Il permet d'avoir le temps nécessaire pour analyser le taux de protéines du grain et de constituer des lots de blé dur de qualité supérieure.

Des lots indispensables au secteur de la transformation pour la confection de pâtes alimentaires et de couscous dont le premier caractère est la tenue à la cuisson. Pour cela l'aspect du grain de blé dur doit être doré, faute de quoi à la place de semoule, il donne une forte proportion de farine. Ce changement de paradigme de la filière céréalière algérienne pourrait être encouragé par l'implantation à Timimoun de l'italien Bonifiche Ferraresi (BF) qui vise la culture de 36.000 hectares de blé.

En Italie, cette entreprise surfe sur la vague des pâtes de marque Senatore Cappelli dont elle reçoit d'importantes royalties. Les consommateurs lui reconnaissent « un goût beaucoup plus prononcé que les autres types et se cuit très bien » selon la presse spécialisée.

Un résultat obtenu par l'utilisation d'une variété issue d'Afrique du Nord – au nom aujourd'hui italianisé – et par des apports conséquents d'engrais azotés ajustés au kilo près.

En Algérie, lors de la collecte, une grande partie des variétés sont mélangées dans les silos. Quant à la fertilisation azotée, bien que subventionnée par les pouvoirs publics, elle est uniforme sur tout le territoire quels que soient les terroirs ou les variétés. Parfois, elle est tout simplement inexistante. Résultat, ce cri de désespoir, relevé dans la presse, de la part de l'épouse d'un agriculteur algérien : « on ne sait plus si c'est de la semoule ou de la farine » après qu'elle ait utilisé le blé produit par son mari pour confectionner de la galette.

La demande de stockage du représentant de la filière céréale pourrait ouvrir une ère nouvelle, celle de la qualité. Encore faudra-t-il trouver la parade pour éviter que des quintaux de blé « échappent à la statistique ».

Note : (1) Tayeb Otmane et Yaël Kouzmine. Bilan spatialisé de la mise en valeur agricole au Sahara algérien. Mythes, réalisations et impacts dans le Touat-Gourara-Tidikelt

Lien permanent : <https://tsadz.co/csbk1>

DES DÉCHETS AUX RESSOURCES INESTIMABLES

LES TRÉSORS DES GRIGNONS ET MARGINES D'OLIVE

Longtemps perçus comme un problème environnemental, les déchets de l'oléiculture recèlent un potentiel économique et agricole important. Grignons et margines peuvent être valorisés pour enrichir les sols, nourrir le bétail et produire de l'énergie.

■ AMAR FEDJKHI

Chaque année, à la période de récolte, "l'industrie oléicole génère d'importantes quantités de grignons et de margines, résidus du pressage des olives. Une partie de ces sous-produits se retrouve encore dans la nature, impactant à la fois les sols par leur acidité et leur charge organique, et asphyxiant la flore aquatique en surface des eaux, alors que d'autres sont valorisés partiellement comme combustible. Dans plusieurs communes du pays, des filets noirs s'écoulent des conduites et se mélangent aux fleuves, affectant la faune aquatique et la qualité de l'eau utilisée pour l'irrigation des cultures.

Certains camions transportant ces résidus empruntent des pistes discrètes pour les déposer, tandis que d'autres sont valorisés partiellement comme combustible. Pourtant, "ces dépôts modifient la structure des sols, génèrent des odeurs et influencent la microfaune et la microflore", ne cessent d'alerter des agronomes qui soulignent la nécessité de valoriser ces sous-produits.

"Les huileries sont dans l'obligation de disposer de bassins de décantation pour traiter les margines", a rappelé un agronome. Néanmoins, lorsque les volumes sont importants, les effluents continuent de se retrouver dans l'environnement. Les margines, acides et riches en sels minéraux, nécessitent un traitement spécifique, et les grignons, très in-



flammables, doivent être manipulés avec précaution en période de sécheresse.

Ces sous-produits présentent pourtant un potentiel significatif. Les grignons peuvent être transformés en compost pour enrichir le sol et améliorer la fertilité des cultures, tandis que la margine, traitée, sert d'engrais liquide.

Les grignons peuvent également être utilisés pour l'alimentation animale, notamment sous forme d'ensilage pour les ruminants, et mélangés à d'autres matières

pour améliorer la qualité du lait et de la viande, souligne Mohand Salah Hamlaoui, ingénieur agronome diplômé de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier. Sur le plan énergétique, les grignons peuvent être convertis en briquettes ou granulés pour le chauffage domestique et industriel.

Plus innovant encore, l'huile extraite des grignons peut être transformée en biodiesel, un biocarburant renouvelable. Ces pratiques montrent qu'avec des infrastructures adap-

tées et un accompagnement des producteurs, grignons et margines peuvent devenir une ressource agricole et énergétique, réduisant surtout l'impact sur l'environnement et générant de nouvelles opportunités économiques. La collecte organisée, le compostage, l'alimentation animale et la production de biocarburants offrent ainsi des solutions concrètes pour valoriser ces sous-produits et renforcer la durabilité de l'industrie oléicole à travers le pays.

A. F.

MOHAND SALAH HANLAOUI, INGÉNIEUR PRINCIPAL EN AGRONOMIE À EL MOUDJAHID :

«CE QUE VALENT LES SOUS-PRODUITS DE L'OLÉICULTURE»

■ Entretien réalisé par : AMAR FEDJKHI

El Moudjahid : Quelles méthodes permettent de transformer les grignons et la margine en engrais ou amendements agricoles efficaces ?

Mohand Salah Hamlaoui : La transformation des grignons et des margines d'olives en engrais ou en amendements agricoles efficaces repose principalement sur le compostage et l'épandage. Le compostage des grignons d'olives (résidus de pulpe, peau et noyaux), transforme ce sous-produit oléicole en un amendement organique riche, notamment en potassium, bénéfique pour la structure des sols. Il nécessite un mélange avec des déchets végétaux ou de la paille et un apport d'azote avec du fumier de volaille ou de l'azote sous forme liquide pour favoriser l'activité microbienne et accélérer la décomposition des grignons riches en lignine. C'est au bout de 4 à 6 mois qu'on obtient un compost mûr prêt à l'emploi. Cet amendement organique améliore la structure du sol et est idéal à épandre en automne ou au printemps sur les cultures d'oliviers et de céréales. Quant aux margines, ces effluents liquides riches en matières organiques (polyphénols, lipides, protéines) et en sels minéraux (potasse, sodium et magnésium) sont stockés dans de grands bassins de rétention maçonnés, durant toute la période de trituration. Ensuite, utilisés soit par irrigation gravitaire pour les propriétaires de huileries disposant d'oliveraies à proximité de l'exploitation, soit par transport à l'aide de citernes pour être épandues sur les oliviers comme engrais organiques. Cependant, il faut éviter leur utilisation sur les cultures à bulbes telles que la pomme de terre, la carotte etc., car elles peuvent altérer la saveur de ces légumes.

Existe-t-il des procédés pour convertir les grignons en alimentation animale ou en biocombustibles et quels obstacles freinent leur adoption ?

Il existe des procédés éprouvés pour valoriser les grignons d'olives aussi bien en alimentation animale qu'en biocombustibles. Dans l'élevage, les grignons peuvent être utilisés sous forme d'ensilage pour l'alimentation des ruminants, notamment les ovins, les caprins et les camélidés,



Riches en fibres et en composés phénoliques, ils sont souvent mélangés à d'autres matières comme le son, le cactus ou la mélasse, ce qui en fait un aliment énergétique contribuant à l'amélioration de la qualité du lait et de la viande. Les grignons sont également valorisés comme source d'énergie. Utilisés traditionnellement comme combustible dans les régions oléicoles et dans les huileries, ils présentent un pouvoir calorifique élevé, compris entre 4.000 et 5.000 kcal/kg, et peuvent être transformés en briquettes ou en granulés.

Des expériences d'exportation de bois de noyaux d'olives vers l'Europe montrent l'existence d'un réel potentiel économique et d'opportunités sur les marchés étrangers. En revanche, les procédés plus avancés, tels que la gazéification ou la torréfaction, restent peu développés. Cette situation s'explique en partie par le contexte énergétique national, marqué par la prédominance du gaz et du pétrole.

La valorisation des grignons demeure également freinée par des contraintes structurelles, notamment l'abandon de certaines terres agricoles, le manque de main-d'œuvre et de motivation pour le travail de la terre, ainsi que l'arrêt, au

début des années 2000, du projet de valorisation soutenu par le Conseil oléicole international en collaboration avec l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne.

Quels types d'infrastructures ou de stations de traitement pourraient centraliser et valoriser ces sous-produits tout en limitant la pollution ?

La valorisation des grignons d'olives repose sur des infrastructures capables de traiter l'ensemble des résidus issus de l'extraction de l'huile, notamment la pulpe, les peaux et les noyaux. Des plate-formes de compostage permettent de transformer ces sous-produits, mélangés à des déchets végétaux, en amendements organiques destinés à l'agriculture. Des unités de dénoyautage assurent la séparation des noyaux, valorisés comme combustible, et de la pulpe utilisée dans l'alimentation animale. D'autres filières concernent l'extraction de l'huile de grignons, la fabrication de savon, ainsi que la transformation énergétique des résidus en briquettes, granulés ou charbon actif. Des technologies plus avancées, telles que la gazéification, offrent également des perspectives de valorisation, bien que leur déploiement demeure limité.

Quelles mesures incitatives ou réglementaires pourraient encourager les huileries à recycler leurs sous-produits plutôt que de les déverser dans la nature ?

L'encouragement au recyclage des déchets issus de l'industrie oléicole passe par un soutien public renforcé à l'utilisation des grignons et des margines, accompagné de la mise à disposition de moyens matériels adaptés au profit des agriculteurs. La relance des programmes de valorisation portés par le Conseil oléicole international, en partenariat avec les instituts techniques nationaux, permettrait de renforcer le transfert de technologies et de capitaliser sur les expériences acquises. Des actions de vulgarisation ciblées, appuyées sur des résultats concrets, sont nécessaires pour convaincre les oléiculteurs et les huileries d'adopter ces pratiques. Un suivi rigoureux de l'État, fondé sur le contrôle et l'évaluation régulière des projets, demeure enfin indispensable pour assurer l'efficacité des dispositifs et la protection de l'environnement.

A. F.

■ RESSOURCES EN EAU

UNE MEILLEURE GESTION PEUT REVITALISER L'AGRICULTURE



La Wilaya de Mascara a bénéficié du mégaprojet M.A.O, affecté à la consommation domestique en eau potable et les volumes des eaux des barrages consacrés à l'irrigation des terres fertiles de Ghriass. Les oliviers de la plaine d'El Habra et les agrumes de la région de Mohammadia en bénéficient pleinement, au grand bonheur des citoyens de la wilaya qui apprécient, à sa juste valeur, l'importance de cette ressource vitale qui ne peut être que porteuse de nouveaux postes de travail dans cette région, ô combien si importante et replace, de ce fait, Mascara à sa place de leader, aussi bien pour la pomme de terre, que pour les olives et les agrumes. Pour la concrétisation de ces objectifs, la priorité a été accordée aux deux secteurs qui se complètent que sont l'agriculture et l'hydraulique. Longtemps mis en veilleuse, le projet de réalisation du barrage

appelé Oued Taht, situé dans la commune de Ain Ferah, a été réalisé pour une enveloppe de 2 500 milliards de centimes. Le chapitre mentionne la réalisation de cinq stations de lagunage et réservoirs construits à travers les communes de la wilaya. Ainsi, 450 milliards de centimes ont été débloqués pour la réalisation et le réaménagement du périmètre irrigué de Sig, et permettre le drainage de 4 553 ha transformée et reconvertisse en surfaces cultivables. Il en est de même pour le périmètre irrigué de Mohammadia, un projet en cours de réalisation qui a nécessité l'injection de 1 000 milliards de centimes. La wilaya de Mascara a été désignée pour faire figure de pôle régional agricole. Le choix n'est pas fortuit, car la région répond à toutes les conditions que demande un tel statut. Cette idée a germé, dans un premier temps vers les années 1990 sur proposition du wali de l'époque qui avait présenté un dossier solide, convaincant les autorités centrales à rete-

nir Mascara sur la liste des grandes wilayas candidates à assumer ce rôle. Cette distinction se matérialise périodiquement et d'une manière régulière sur le terrain par la réalisation de grands projets. Dans ce contexte, l'État n'a pas lésiné sur les moyens pour financer la concrétisation de cet objectif. Tant attendue par les populations de la région, la mise en œuvre de ce projet redynamisera le secteur agricole dans la plaine de la Habra, réputée pour ses agrumes et ses maraîchers. Parallèlement à cette opération, une enveloppe de 180 milliards de centimes a été consacrée à la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Mohammadia. L'exploitation de cette station, avec le traitement de 12 000 m3/jour alimente plus de 100 000 habitants. Dans le même ordre d'idées, les travaux de dévasement du barrage de Bouhanifia ont été lancés, opération, qui a coûté 107 milliards, et ayant permis d'extraire 6 millions de m3 de vase.

A. B.

السوق والاقتصاد الزراعي *Markets and Agricultural Economy*

MOUTONS DE L'AÏD

la DSA d'El Tarf organise la vente sur sept sites

À L'APPROCHE de l'Aïd, la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a mis en place sept points de vente destinés à la commercialisation des moutons importés, a indiqué, samedi, la DSA.

Ces emplacements sont répartis sur l'ensemble du territoire wilayal, couvrant les daïras d'El Tarf, d'El Kala, de Bouhadjar, de Ben M'hidi, de Dréan, de Besbes et de Boutheldja, a précisé Adel Kasmallah, chef du service de la production et du soutien technique de la DSA.

Pour assurer la sécurité sanitaire et la bonne organisation de ces opérations, les espaces choisis ont été installés à l'extérieur du tissu urbain. Un site de quarantaine a été spécialement aménagé au sein de l'unité de production agricole (UPA) de Boutheldja, capable d'accueillir jusqu'à 3.500 têtes de bétail importé.

Des commissions ont été constituées pour coordonner et encadrer toutes les étapes, depuis le transport et le regroupement jusqu'à la distribution et la vente des moutons. Parallèlement, des vétérinaires de la DSA ont été mobilisés pour superviser le suivi sanitaire des animaux et s'assurer de leur bonne santé avant leur commercialisation.

Ces mesures visent à garantir une Aïd serein pour les éleveurs, les commerçants et les citoyens, tout en respectant les normes sanitaires et en encadrant efficacement la vente du bétail importé sur le territoire de la wilaya.

R. R.

الغابات والتنمية الريفيّة

Forests and rural development

AÏN TÉMOUCHENT

PLANTATION DE 200 000 ARBUSTES DANS LES ZONES FORESTIÈRES

Environ 200 000 arbustes ont été plantés à Aïn Temouchent, dans le cadre de la campagne de reboisement pour la saison en cours 2025/2026, a indiqué, hier, le Conservateur des forêts de la wilaya, Tayeb Ammari. L'opération de plantation des 200.000 arbustes, lancée en octobre dernier et qui s'est poursuivie jusqu'à la fin mars dernier sous le slogan : «Verte, par la volonté de Dieu», a été menée sur une superficie de 200 hectares au niveau des espaces forestiers de la wilaya, a précisé le responsable. Elle a été réalisée en coordination avec différents partenaires du secteur, et avec la participation de plusieurs associations locales activant sur le terrain et des clubs verts de divers établissements

scolaires, a ajouté le Conservateur des forêts. La campagne de reboisement de la saison en cours a également porté sur l'entretien de 100 hectares de superficies forestières et la réhabilitation de 100 autres hectares de la ceinture forestière endommagée, selon la même source.

M. Ammari s'est, par ailleurs, félicité du retour «perceptible» du couvert végétal à travers l'ensemble des zones forestières de la wilaya, grâce aux récentes précipitations, qui contribuent à assurer une croissance naturelle des arbres et à étendre la ceinture verte dans les différents sites périurbains et forestiers concernés par ces campagnes de reboisement.

الصياد البحرى ومنتجاته *Marine fishing and fishery products*

UNE GESTION DURABLE DES RICHESSES MARINES

La wilaya de Tipasa s'affirme aujourd'hui comme un espace pilote dans la mise en œuvre de politiques innovantes dédiées à la préservation des ressources marines, à la faveur d'un partenariat structurant entre l'Algérie et le Japon. Cette coopération, inscrite dans une vision stratégique de promotion de l'économie bleue, se traduit sur le terrain par des actions concrètes visant à concilier exploitation rationnelle et durabilité écologique.

■ De notre correspondante :
SALIMA EITOUAHRIA

À cœur de cette dynamique figure le projet d'implantation de récifs artificiels dans la commune de Damous, à l'extrême ouest de la wilaya. Lancée dans le cadre d'un programme expérimental appuyé par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), cette initiative s'inscrit dans un dispositif élargi touchant également plusieurs wilayas du littoral, notamment Skikda, Tizi Ouzou et Oran. L'objectif principal est de favoriser la reconstitution des stocks halieutiques tout en atténuant la pression exercée sur les zones côtières, dans un contexte où une grande partie de la flotte nationale demeure dépendante de la pêche artisanale.

Le choix du site de Damous repose sur des critères scientifiques et environnementaux précis, faisant de cette zone un terrain propice à l'expérimentation. Le projet est encadré par des experts japonais, en étroite collaboration avec les autorités locales et les institutions sectorielles, garantissant ainsi le respect des normes techniques et écologiques requises. Cette approche concertée permet d'assurer une mise en œuvre rigoureuse et adaptée aux spécificités du littoral algérien.

Fort d'une expertise reconnue dans le domaine des récifs artificiels, le Japon met à profit son expérience pour accompagner l'Algérie dans l'appropriation de techniques modernes de gestion des écosystèmes marins. Cette coopération ne se limite pas au transfert de technologies, mais englobe également un



important volet d'échanges scientifiques et professionnels. La participation régulière à des manifestations spécialisées, telles que le Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA), ainsi que l'organisation d'ateliers thématiques, témoignent de la volonté commune de renforcer les capacités nationales dans ce domaine stratégique.

Parallèlement, la formation des ressources humaines constitue un axe majeur de cette coopération. À Tipasa, les établissements et instituts spécialisés dans la pêche et l'aquaculture ont récemment clôturé leur année pédagogique par la remise de plus de 12.000

attestations dans diverses filières, allant de la navigation maritime à la maintenance navale, en passant par les techniques d'aquaculture. Cet effort de qualification s'inscrit dans une stratégie globale visant à améliorer la performance du secteur et à encourager l'insertion des jeunes dans ces métiers porteurs.

Dans le même sillage, la modernisation des dispositifs d'accès à la formation a été engagée à travers la mise en place d'une plateforme numérique dédiée à l'inscription dans les centres spécialisés. Cette initiative vise à simplifier les démarches administratives et à élargir l'accès aux opportunités de formation,

notamment pour les jeunes souhaitant s'orienter vers les métiers de la mer.

Les premières retombées de ce programme, expérimenté initialement dans la wilaya d'Oran, sont jugées particulièrement encourageantes. L'installation de récifs artificiels a permis de créer de nouveaux habitats favorables à la reproduction des espèces marines, contribuant ainsi à la régénération des ressources halieutiques et à la réduction de la pression sur le littoral. Fort de ces résultats probants, le projet est appelé à être étendu progressivement à d'autres régions côtières, avec pour ambition une généralisation à l'échelle nationale.

Il importe de souligner que la coopération algéro-japonaise dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture repose sur une relation de confiance établie depuis la fin des années 1980. Cette collaboration durable a permis la mise en œuvre de nombreux programmes de formation et d'échange, tant en Algérie qu'à l'international, contribuant au renforcement des compétences et à la modernisation du secteur.

À travers l'exemple de Tipasa, ce partenariat illustre une démarche intégrée alliant expertise internationale, développement local et préservation de l'environnement. Il ouvre également des perspectives prometteuses en matière d'investissement dans l'aquaculture, un segment appelé à jouer un rôle clé dans le renforcement de la sécurité alimentaire et la diversification de l'économie nationale.

S. E.